

# Rudi Vervoort «Didier Reynders n'est pas le MR de Bruxelles»

## LES PHRASES CLÉS

«Dans l'affaire de la dépénalisation de l'IVG, on est dans le paroxysme de l'indécence.»

«Les Bruxellois ont besoin de répit et de s'appropriier les chantiers qui seront bientôt terminés.»

«Je ne comprends pas la stratégie du MR vis-à-vis de la N-VA.»

## INTERVIEW MATHIEU COLLEYN

Les communicants en avaient un peu marre de l'éternelle salle de réunion de la rue Ducale. «Trop triste.» C'est donc à la terrasse ombragée d'un café logé entre la colonne du Congrès et la place Madou que Rudi Vervoort (PS) a donné rendez-vous à L'Echo pour cette interview estivale. Place de la Liberté, s'il vous plaît. Ce qui ne tombe pas si mal vu que le ministre-président bruxellois a visiblement quelques comptes à régler avec les libéraux. À l'entendre, ces derniers sont en train de jouer dangereusement avec leurs fondamentaux. «Je n'ai pas l'habitude de me mêler de ce qui ne me regarde pas... mais là!» Et son doigt de pointer le Parlement fédéral, où l'épisode sur la prétendue sortie de l'avortement du Code pénal fait bondir les rangs socialistes. «On est dans le paroxysme de l'indécence. Dépénaliser l'avortement, c'est donc sortir un texte du Code pénal pour le reproduire dans une loi! C'est une supercherie sans nom. Et dans le même temps, on dépose un texte sur le droit du fœtus. Je sais le traumatisme de la perte d'un enfant, je l'ai connu dans mon entourage. Mais en mêlant les

deux sujets, on rajoute une couche de culpabilisation sur le dos des femmes.» L'ULBiste qu'il demeure tire également à boulets rouges sur le chef de groupe MR à la Chambre, David Clarinval, qui, au cours de ce débat houleux, s'en est pris au recteur de l'université bruxelloise Yvon Englert pour sa proximité avec les socialistes. «Ces attaques ad hominem sont scandaleuses et témoignent d'une méconnaissance profonde des combats de l'ULB pour le droit à l'avortement», estime Rudi Vervoort.

## Des victoires non acquises

Selon lui, l'affaire est néanmoins riche en enseignements: «Les victoires obtenues ne sont pas acquises. Dans les matières socio-économiques, il y a un débat logique mais ici, on est dans le domaine éthique avec le retour d'un certain ordre moral, il n'y a plus aucune avancée au niveau éthique dans ce pays. Or nous ne sommes pas dans un clivage gauche-droite comme essaie de faire croire le chef du groupe MR. Il y a, au MR, des gens qui ne partagent pas cette approche. Et il y a des conservateurs au PS. On est donc dans un combat entre ceux qui défendent des idées progressistes et des conservateurs.» Il n'a pas fini: «La question, c'est la place de l'homme et de sa liberté dans la société. Les conservateurs reprennent pied en instrumentalisant le réel. Au MR, il y a un basculement moral. Le MR s'est toujours battu pour la liberté, et pas uniquement sur le plan économique. Ils ne sont plus dans ce schéma. Pour moi, la liberté, c'est que chaque individu, dans certaines limites, puisse déterminer pour lui-même ce qui lui semble moralement bon. D'accord, la N-VA est le patron mais alors il valait mieux ne rien faire. Ici c'est pire que mieux: nous sommes face à un recul moral.»

Et le socialiste de craindre «l'approfondissement» de la coalition en place au Fédéral qui mènerait le pays à la «déstructuration de l'appareil de l'État». Pour Rudi Vervoort, si les postes régaliens permettent à la N-VA «des positionnements flatteurs», les résultats ne suivent pas forcément. La pierre sera pour le jardin de Jan Jambon, ministre de l'Intérieur. «À Bruxelles, la sécurité et la police ne sortiront pas renforcées de cette législature, lâche-t-il. Il faut interroger les professionnels de la sécurité pour s'en rendre compte. À Bruxelles, c'est une catastrophe: la criminalité financière prospère, les effectifs ne suivent pas, on détourne les polices locales de leurs missions de base... il y a donc un écart permanent entre les paroles et les actes. L'IVG n'est qu'une étape: le MR doit se demander

jusqu'où il peut aller dans cette voie-là.»

Voilà qui nous amène vers des horizons plus régionaux. Ça ne bouge plus des masses au niveau du gouvernement bruxellois. Est-ce que le fait que l'exécutif compte dans ses rangs trois candidats têtes de liste pour les élections communales y est pour quelque chose? Bref rappel: malgré le ramdam sur le décumul, Rudi Vervoort emmène ses troupes à Evere, Didier Gosuin est toujours leader local DéFI à Auderghem et Céline Fremault est tête de liste à Uccle pour le cdH. Pas de quoi perturber l'action du gouvernement, assure le ministre-président. Celui-ci est d'ailleurs arrivé quasi au terme de son programme. «J'espère atterrir sur le plan régional de développement, avancer sur les plans directeurs d'aménagement des dix quartiers prioritaires, on va encore travailler sur la loi communale», expose-t-il, débonnaire. Au rayon sécurité, «le centre de crise devrait être terminé pour la fin de l'année (...) C'est un nouvel outil que la Région met à disposition des acteurs de la sécurité et nous travaillons avec le Fédéral sur le dispatching régional, c'est en route...»

## Criminalité en baisse

Et plus concrètement? On évoque la recrudescence des agressions à caractère homophobe dans le centre-ville. «C'est une des priorités du plan régional de sécurité», dit-il en rappelant que les zones de police, elles aussi, définissent leurs propres plans d'action. «À Bruxelles, la criminalité est en diminution, ajoute Rudi Vervoort un brin contradictoire avec les propos alarmistes tenus quelques minutes auparavant. On l'a dit dans *Het Laatste Nieuws* et cela a donné lieu à des réactions en Flandre où on s'est dit que ce n'était pas possible. Et il y a eu des articles dans le *Standaard*. Ils ont interrogé des spécialistes qui ont dit: 'Oui, c'est vrai, les chiffres sont là'. Ça vient du Fédéral en plus (rires). Ça leur faisait mal au sein de dire que cela va mieux à Bruxelles. C'est comme les statistiques de l'emploi. On se défend bien par rapport à Liège, Anvers et Gand.»

Circulez, tout roule à Bruxelles dirait-on. Tellement qu'Olivier Maingain, grand manitou chez les partenaires DéFI, se demande s'il ne faudrait pas calmer le jeu niveau chantiers. Les habitants en bavent depuis trop longtemps. «Entièrement d'accord, les Bruxellois ont besoin d'un peu de répit et de s'appropriier les ouvrages qui seront terminés», confirme le ministre-président. Il cite: la place du Miroir, le Tram 9, le boulevard de la

Woluwe, la Porte de Ninove, Franklin Roosevelt et Général Jacques. «Ces chantiers étaient prévus, ce qui n'est pas le cas des tunnels, il faut le reconnaître. Mais nous avons pris le problème à bras-le-corps. Dans les cinq ans, les tunnels seront finis.» Siles chantiers doivent faire l'objet d'une meilleure information au citoyen, concède-t-il encore, il prévient des risques de vouloir à tout prix accélérer les choses. Notamment en raison des coûts et des nuisances sonores qui pourraient en découler la nuit.

On en vient à la fiscalité automobile et l'interdiction future du diesel dans la capitale. «Le débat sur la fiscalité automobile sera au cœur du prochain accord de majorité. On doit y intégrer d'autres éléments. Pour le PS, c'est la mise en place de la taxation au kilomètre réclamée en Flandre et par le secteur. Cela nécessitera des ajustements importants mais ils favoriseront le covoiturage.» Pour entrer dans une majorité avec le PS, le cdH va devoir changer d'avis alors? «Oui, pour nous ce sera incontournable dans l'idée de remplacer la taxation existante et non de rajouter de l'impôt. Le dossier du

plan taxi ne semble pas avancer non plus, il nous faudra quelque chose d'écrit dans le prochain accord de gouvernement.»

#### Didier Reynders et les effets d'annonce

Le 19 juin, on a fêté (ou pas) l'anniversaire de l'appel de Benoît Lutgen à renverser le PS dans les entités fédérées. Est-ce qu'au PS, cela signifie l'exclusive par rapport aux humanistes en 2019? «Non. Moi je n'ai rien à redire à Céline Fremault, même si certains au cdH ont surjoué contre le PS.» Plus encore, est-il partant pour rempiler avec ses partenaires cdH et DéFI? «Oui, répond-il, mais attendons la réalité des chiffres...» Et gouverner avec Didier Reynders, dont les ambitions régionales prennent parfois corps? «Didier Reynders n'est pas le MR de Bruxelles. Si c'était le cas, il serait bourgmestre d'Uccle», claque le socialiste. Au passage, l'Everois balaie les propositions du vice-Premier pour le stade Roi Baudouin. «Ce qu'il a présenté coûterait un bras. Ce n'est pas finançable, même par le privé. Si on démolit le stade Roi Baudouin, il faudra que le public intervienne. On est dans l'effet d'annonce, j'ajoute que les nuisances, en matière de mobilité et de bruit, qui ont conduit la Flandre à refuser le projet du parking C seraient pires encore dans le quartier du Baudouin.»

Pour 2019, Rudi Vervoort semble d'abord craindre un blocage au cas où la N-VA venait à s'imposer côté néerlandophone et au gouvernement régional qui sortira des urnes. Et d'enfoncer le clou du MR tenté de reproduire l'entente fédérale avec les nationalistes dans la capitale. Le MR est aussi isolé qu'en 2014, analyse Rudi Vervoort. «Le calcul du MR vis-à-vis de la N-VA et sa droitisisation ouvrent un boulevard à DéFI. Tant mieux pour DéFI, mais je ne comprends pas la stratégie du MR et ce positionnement tellement complaisant vis-à-vis de la N-VA. Il y a un électoralat francophone qui n'aime pas cela du tout.» Et le PS, n'est-il pas sorti isolé des affaires? «Ça n'a pas été un long fleuve tranquille, d'accord. Mais on a pris les mesures qu'il fallait. Même si c'était douloureux, on a été rapide après l'histoire du Samusocial. En 10 jours, on a pris les mesures qui s'imposaient. Tout le monde au PS n'a pas mesuré combien l'affaire du Samusocial était choquante pour les Bruxellois.»

Quelques photos et le ministre-président prendra la route vers le Parlement bruxellois. On lui demande encore si le dossier du stade avance, s'amuse-t-il.

«Tout le monde au sein du PS n'a pas mesuré combien l'affaire du Samusocial était choquante.»

## «Le projet présenté pour le stade Baudouin par Didier Reynders n'est pas finançable.»

**RUDI VERVOORT**  
MINISTRE-PRÉSIDENT  
BRUXELLOIS